
ANNEXE IV-D: INFORMATIONS CONCERNANT LE PROJET GLOBAL RELATIF AUX ASSURANCES À DONNER

1. Le rapport annuel de l'Inspectrice générale et l'examen de la gestion des points importants signalés en matière de risque et de contrôle ont mis en avant plusieurs problèmes récurrents associés au suivi, à la gestion des identités, aux partenaires coopérants, aux transferts de type monétaire et aux chaînes d'approvisionnement, autant de domaines existants ou nouveaux susceptibles d'être améliorés.
2. Pour s'attaquer à ces problèmes persistants, le PAM a élaboré des plans financés au moyen de fonds provenant du budget fondamental de 2024 (budget administratif et d'appui aux programmes, initiatives internes d'importance primordiale, comptes spéciaux et fonds d'affectation spéciale) et des budgets des portefeuilles de pays. La présente annexe offre un aperçu de la mise en œuvre des activités prévues au titre de ce projet ainsi que des résultats obtenus au regard des indicateurs clés correspondants.

Projet global relatif aux assurances à donner

3. Lancé à la mi-2023, le projet global relatif aux assurances à donner est une priorité institutionnelle qui vise à renforcer l'obligation de rendre compte et la transparence tout en favorisant une culture de l'intégrité, de la gestion des risques et de la fourniture d'assurances dans l'ensemble des bureaux. Le PAM, qui reste déterminé à promouvoir ses normes d'assurance auprès de l'ensemble de ses bureaux et unités, est toutefois conscient des difficultés de mise en œuvre recensées par les organes de contrôle auxquelles se heurtent toutes les parties prenantes, notamment les personnes auxquelles il vient en aide.
4. Les travaux menés sur les principales composantes du projet – cadre mondial visant à donner des assurances, améliorations à apporter dans les domaines d'action et plans d'action renforcés relatifs aux assurances à donner propres à chaque pays – progressent en dépit des contraintes opérationnelles et du manque de moyens parfois rencontrés. En 2024, le PAM s'est doté d'un plan de travail chiffré destiné à fournir des assurances accrues pour remédier aux risques persistants mis en avant dans les rapports établis par les organes de contrôle, notamment par l'Auditeur externe et l'Inspectrice générale. Les données du suivi interne évaluées à l'aune des indicateurs standard montrent que, en moyenne, 80 pour cent des activités prévues au titre des plans visant à donner des assurances renforcées élaborés pour les opérations exposées à des risques élevés ont été menées à bien. Néanmoins, les valeurs de référence n'ont pas été utilisées partout de manière homogène et des mesures sont actuellement prises pour régler les problèmes persistants et donner suite aux recommandations d'audit.
5. De nouvelles normes relatives à la gestion des identités, au suivi et aux mécanismes communautaires de remontée de l'information ont été publiées et sont en cours de mise en œuvre. Ainsi, les normes de gestion des identités applicables aux opérations d'assistance alimentaire en nature devaient encore être approuvées à la fin de l'année. Si le déploiement de certains outils numériques – dont Sugar CRM et Partner Connect – a commencé, le PAM n'a pas encore complètement intégré ces outils dans ses principaux systèmes financiers, comme le Système mondial et réseau d'information du PAM (WINGS) et l'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace (COMET). Un plan d'intégration progressif est prévu pour 2025 et 2026 et des mises à jour ciblées seront effectuées pour permettre le rapprochement de toutes les données financières relatives aux partenaires. L'Auditeur externe a souligné que l'extraction de données financières rapprochées afférentes à tel ou tel partenaire coopérant ou accord restait compliquée, ce qui limitait les assurances pouvant être fournies dans le cadre des audits.

6. En 2024, le PAM a alloué 40,6 millions de dollars É.-U. issus du budget administratif et d'appui aux programmes, des initiatives internes d'importance primordiale, des comptes spéciaux et des fonds d'affectation spéciale aux activités du projet global relatif aux assurances à donner. Il reconnaît que, si des progrès ont été accomplis, la transparence de l'exécution du budget au niveau des bureaux de pays suscite certaines inquiétudes; c'est pourquoi il s'attache, dans le cadre des réformes numériques à venir, à renforcer la traçabilité et le respect de l'obligation de rendre compte, notamment grâce à l'amélioration des outils de suivi et à l'intégration des modules de communication de l'information financière.
7. Comme indiqué dans le Plan de gestion pour 2025-2027, un montant de 7,5 millions de dollars destiné à financer l'initiative interne d'importance primordiale relative au suivi, à la gestion des identités et à la traçabilité a été reporté en 2025. Cette situation tient principalement aux retards pris en 2024 dans la mise en œuvre de plusieurs composantes clés de l'initiative; en effet, le déploiement des dispositifs de suivi à distance dans les bureaux de pays exposés à des risques élevés a pris plus de temps que prévu, de même que l'harmonisation des procédures de signalement numérique régissant la transmission au niveau approprié de la hiérarchie des problèmes signalés par l'intermédiaire des mécanismes communautaires de remontée de l'information et des cadres de suivi. La définition de la portée et l'élaboration d'une feuille de route aux fins de la mise en place du système de suivi et de traçabilité ont également pris plus longtemps que prévu. Les fonds inutilisés serviront à financer la poursuite de ces activités et leur transposition à plus grande échelle en 2025.
8. Il a été tenu compte des questions de gestion des risques dans tous les aspects du plan de travail afférent au projet global relatif aux assurances à donner, et presque tous les bureaux de pays exposés à des risques élevés ont mené des évaluations des risques de fraude. Le PAM n'en reste pas moins déterminé à apporter davantage de corrections en cours de route et à améliorer la cohérence des pistes d'audit, en particulier en ce qui concerne la communication des informations relatives aux frais supportés par les partenaires.
9. Le PAM continuera de tenir le Conseil d'administration informé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des risques encourus, à mesure que ceux-ci apparaîtront, y compris dans le cadre des sessions du Conseil. Des points semestriels coïncidant avec les principales étapes de la mise en œuvre du projet sont prévus en 2025 et en 2026. Ces points porteront sur l'intégration avec les systèmes existants (notamment WINGS et COMET), l'avancement de la mise en œuvre des normes d'assurance et la vérification des améliorations apportées en matière de traçabilité. La supervision s'en trouvera ainsi renforcée, de même que la détermination du PAM à faire en sorte que les réformes relatives aux assurances à donner soient non seulement mises en pratique, mais aussi à ce qu'elles puissent être auditées et vérifiées et à ce qu'elles s'inscrivent dans la durée.

UTILISATION DU BUDGET: BUDGET ADMINISTRATIF ET D'APPUI AUX PROGRAMMES, INITIATIVES INTERNES D'IMPORTANCE PRIMORDIALE, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET COMPTES SPÉCIAUX (2024) (en millions de dollars)			
Domaine de risque	Budget initial pour 2024	Budget remanié pour 2024	Dépenses effectives (y compris les engagements non réglés)
1. Suivi et retour d'information de la part des communautés	16,4	16,0	8,8
2. Ciblage	8,8	7,9	7,5
3. Gestion des identités	15,1	12,1	11,8
4. Gestion des partenaires coopérants	6,2	5,7	4,8
5. Chaînes d'approvisionnement	8,0	6,6	4,8
6. Solutions numériques	2,6	2,4	1,6
7. Gestion des risques	1,7	1,6	1,3
Total	58,8	52,3	40,6

Résultats obtenus au regard des indicateurs de performance clés

Indicateur de performance clé		Valeur cible pour 2024	Valeur effective à la fin 2024
Suivi et retour d'information de la part des communautés			
1	Nombre d'opérations à haut risque pour lesquelles un suivi à distance des processus et des effets directs est assuré	15	7
2	Les normes d'assurance applicables aux mécanismes communautaires de remontée de l'information du PAM ont été présentées et s'accompagnent de directives complètes relatives à leur mise en place et à leur pérennisation.	Achevé	Achevé
3	Pourcentage d'opérations à haut risque pour lesquelles des mécanismes communautaires de remontée de l'information renforcés sont établis, conformément aux normes d'assurance institutionnelles	70%	81%
4	Nombre d'opérations à haut risque pour lesquelles le système institutionnel de remontée des informations de suivi des processus (SugarCRM) est mis en œuvre et compatible avec le mécanisme communautaire de remontée de l'information	20	15
5	Prescriptions minimales en matière de suivi établies et mises en œuvre	Achevé	87%
6	Mécanisme mis en place pour garantir que suffisamment de ressources sont allouées et effectivement dépensées pour le suivi	Achevé	Achevé
Ciblage			
7	Normes minimales relatives aux évaluations de la sécurité alimentaire établies et mises en vigueur	Achevé	En cours de déploiement

Indicateur de performance clé		Valeur cible pour 2024	Valeur effective à la fin 2024
Gestion des identités			
8	Les normes d'assurance applicables à la gestion des identités dans les opérations d'assistance monétaire sont adaptées et étendues aux distributions de vivres	Achevé	En cours d'approbation
9	Pourcentage d'opérations à haut risque pour lesquelles un plan d'action chiffré garantissant la gestion des identités est en place	100%	100%
Gestion des partenaires coopérants			
10	Pourcentage de pays utilisant les outils numériques institutionnels mis en place par l'Unité des partenariats avec les ONG au titre de divers aspects de la collaboration avec les ONG partenaires	85%	73%
11	Directives destinées aux bureaux de pays dans les pays où le gouvernement participe activement aux activités d'évaluation, de ciblage, de distribution ou de suivi	Achevé	En cours d'élaboration
Chaînes d'approvisionnement			
12	Achèvement de l'examen visant à donner des assurances quant à la chaîne d'approvisionnement	Achevé	Achevé
13	Élaboration de la feuille de route sur la traçabilité	Achevé	En cours
Solutions numériques			
14	Étude de faisabilité d'une solution technique de suivi intégré	Achevé	Achevé
15	Étude de faisabilité d'une solution technique pour la feuille de route sur la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement	Achevé	En cours
Gestion des risques			
16	Offre de conseils par les services chargés de l'audit interne à l'appui du plan d'action	Achevé	Achevé
17	Examens des registres des risques par le réseau des chargés du contrôle des risques	Achevé	Achevé
18	Évaluations des risques de fraude menées pour tous les bureaux de pays à haut risque	Achevé	97%